



Women's Peace &
Humanitarian Fund

**Rapport annuel 2017 sur l'état de mise en œuvre des projets
WPHF en partenariat avec ONUFEMMES Burundi et ses
partenaires (ABI, AGB, BLTP et DUSHIREHAMWE)**

Bujumbura ; Mars 2018

Project Title: Rôle d'Entité de Gestion de l'Instrument d'Accélération mondial pour les femmes, la Paix, la Sécurité et l'action humanitaire au Burundi	PUNO(s)
Reporting Period: 07/12/2016 to 29/12/2017 Report submitted by: ONUFEMMES, BURUNDI en tant qu'Entite de Gestion pour les OSC	Implementing Partner(s): ASSOCIATIONS: AGB, DUSHIREHAMWE, ABI et BLTP
	Project Location: Whole country
Project Description: Le projet vise à créer des sociétés pacifiques et égalitaires entre les sexes en contribuant au renforcement des capacités des femmes afin que d'une part, elles puissent contribuer à la résolution et à la prévention des conflits et, d'autre part, elles soient autonomisées pour participer à la consolidation de la paix et à en bénéficier. Le projet répond à deux résultats dont le premier (<u>Résultat 2 : Les systèmes nationaux et régionaux de prévention des conflits tiennent compte des disparités entre les sexes</u>) est mis en œuvre par les associations DUSHIREHAMWE et AGB. Elles travaillent dans toutes les provinces du pays avec le Réseau des femmes actrices de paix et dialogue (RFAPD) et s'impliquent dans le réseautage, du niveau provincial jusqu'au niveau collinaire, pour que les préoccupations de la communauté soient exprimées à travers les dialogues. Les recommandations issues des dialogues sont adressées aux autorités à tous les niveaux pour qu'elles soient prises en compte dans le processus de paix et dans d'autres politiques sectorielles. L'approche utilisée par le réseau est participative et inclusive. Quant au résultat sur lequel travaillent les deux autres associations (ABI et BLTP), (<u>Résultat 6 : Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement</u>), il s'agit d'initier des activités génératrices de revenus en vue de contribuer au relèvement économique des femmes. ABI travaille respectivement sur la mise en place et le développement des Mutuelles de Solidarités (MUSO) et fournit aux femmes des moyens méthodologiques, éducatifs, matériels et financiers afin de leur permettre de participer activement à leur relèvement socio-économique dans 4 provinces. BLTP travaille dans 8 provinces sur la mise en place et l'animation des groupements de femmes autour des activités génératrices des revenus (AGR).	Total Approved budget: USD 675,170.00 USD
	Project Start Date: March 2017 (AGB, Dushirehamwe et ABI) et en Mai 2017 (BLTP) Project End Date: February (AGB, Dushirehamwe et ABI) et May 2018 (BLTP) Total duration (in months): 12 months
Les Résultats de WPHF auxquels les Projets (au nombre de 4) contribuent : Les 4 projets répondent aux 2 résultats du projet, à savoir : <ol style="list-style-type: none"> <u>Résultat 2 : Les systèmes nationaux et régionaux de prévention des conflits tiennent compte des disparités entre les sexes.</u> Celui-ci a été traduit au niveau du Burundi par la « Participation significative des femmes à la prévention des conflits » : 2 OSC partenaires (AGB et DUSHIREHAMWE) l'ont traduit par 3 résultats pour le réaliser : 	

- Le Réseau des Femmes médiatrices participe significativement à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix dans leur communauté.
 - Les interventions au niveau collinaire sont mieux coordonnées par les NBC.
 - Les cadres de dialogue sont dynamiques pour répondre aux préoccupations communautaires et pour asseoir la cohésion sociale.
2. **Résultat 6 : Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement.** Celui-ci a été traduit au niveau du Burundi par la « **Consolidation de la paix et investissements dans le relèvement** » : 2 OSC partenaires (ABI et BLTP) travaillent sur ce résultat. ABI l'a traduit par l'initiative des mutualités de solidarité (MUSO) pour contribuer à la promotion de l'emploi informel, dans les professions non-agricoles, par sexe tandis que BLTP l'a fait dans la mise en place des groupements de femmes pour les AGR.

Les indicateurs de WPHF auxquels les Projets se rapportent :

Les OSC partenaires qui travaillent sur le **Résultat 2** ont mis en œuvre les indicateurs « *Nombre de cas de conflits (par ex. familial, domestique, lié aux terres, social, politique, etc.) transmis aux médiatrices locales* » et « *Proportion d'indicateurs d'alerte rapide sexospécifiques* ».

Pour le premier indicateur, les 2 OSC partenaires ont permis de relever :

- Le nombre et la nature de conflits traités
- Le niveau des capacités des femmes médiatrices et des points focaux provinciaux en matière de gestion des conflits (grâce aux formations reçues).

Pour le second indicateur, les 2 OSC partenaires ont permis de renforcer :

- Les initiatives par les femmes médiatrices de recherche de la paix à travers leur participation effective dans la prévention et la gestion des conflits dans leurs communautés.
- Le cadre de coordination au niveau collinaire par les Noyaux de Base Collinaire (NBC) en les rendant plus dynamiques, fonctionnels et efficaces grâce à la multiplication des dialogues communautaires.
- Des initiatives de dialogue pour promouvoir une culture démocratique et de résolution pacifique des causes potentielles de conflits

Pour les OSC partenaires travaillant sur le **Résultat 6**, ABI et BLTP ont travaillé sur les indicateurs « **Proportion de l'emploi informel, dans les professions non-agricoles, par sexe** » et « **Taux de participation à la vie professionnelle pour les personnes âgées de plus de 15 ans, par sexe** »

- Le nombre et la nature des emplois non agricoles créés
- La proportion d'hommes et des femmes qui ont eu un emploi

I. Résumé exécutif

1.1. OSC partenaires sur le Résultat 2.

Les 2 OSC partenaires que sont AGB et DUSHIREHAMWE mettent en œuvre le projet « Renforcement du rôle des femmes dans la consolidation de la paix au Burundi » à travers tout le pays (18 provinces dont 14 pour DUSHIREHAMWE et 4 pour AGB). Avec la fin de l'année 2017, il ne leur reste que 2 mois pour terminer la phase contractuelle du projet. Elles ont mis en œuvre le projet grâce à un réseau de 516 médiatrices

communales, de 18 points focaux provinciaux (PFP) du Réseau des femmes actrices de paix et de dialogue (RFAPD) et de plus de 9500 médiatrices communautaires (membres de NBC).

Les réalisations faites sont axées sur 3 volets, à savoir :

- Prévention et résolution des conflits
- Dialogues et débats sur les questions de paix et de sécurité
- Renforcement du réseautage pour l'autonomisation économique de la femme

Pour la gestion des conflits : Depuis le début du projet WPHF jusqu'au 30 décembre 2017, 4924 conflits d'ordre politique, familial, social, foncier et ceux portant sur les violences basées sur le genre ont été traités.

Pour la coordination des interventions au niveau collinaire, au démarrage du projet, les NBC de toutes les provinces ont été sensibilisés sur l'importance du travail en synergie dans la résolution des conflits ainsi que sur la nouvelle dynamique des initiatives génératrices de revenus

Pour le deuxième volet relatif au dialogue, en ce qui concerne le 2^{ème} axe, jusqu'au 30 décembre 2017, 14085 séances de dialogue/débat au niveau provincial, communal et collinaire ont déjà été animés depuis 2016. Au niveau des collines et quartiers il existe plus de 2900 Noyaux de base collinaires (NBC) composés de plus de 14.000 membres qui organisent ces débats communautaires.

De façon générale, ces réalisations résultent de l'engagement et du dynamisme des membres du réseau à tous les niveaux y compris les NBC ainsi que la collaboration manifestée par l'administration dans plusieurs communes.

1.2. OSC partenaires sur le Résultat 6

Les 2 OSC partenaires n'ont pas commencé en même temps : ABI a commencé en mars 2017 tandis que BLTP a formellement commencé en mai 2017, date de signature du contrat, mais concrètement, il a commencé en juin 2016 à la réception de la première tranche des fonds.

A la fin de l'année 2017, soit 1425 AGR sur environ 1400 collines ou quartiers (environ 47% des collines qui ont bénéficié d'une AGR en une année) dans tout le pays. Le RFAPD a été actif pour la mise en place de ces AGR avec le concours de deux OSC partenaires, à savoir BLTP et ABI, mais aussi avec quelques initiatives des jeunes filles encadrées par APFB. On enregistre 35325 femmes et filles membres des AGR à la fin de 2017. La création des AGR continue et se poursuivra en 2018.

Ces AGR sont le résultat des formations dont les femmes ont bénéficié. De toutes ces AGR, seules 229 (16,07 %) ont bénéficié des financements dont 11 AGR de jeunes filles. Le reste, à savoir 1196 (86,93%) sont des AGR des femmes qui ont bénéficié des formations et qui ont monté leurs propres groupements. Les activités sur lesquelles portent ces AGR sont : l'épargne et crédit, le commerce, la transformation des produits, les services, l'élevage, etc.

Les deux organisations partenaires ne sont pas au même niveau des activités parce qu'elles ont développé des stratégies et des approches méthodologiques différentes. Elles n'ont pas commencé au même moment. BLTP a commencé concrètement en juin 2016 tandis que ABI avait déjà démarré effectivement en avril 2017. BLTP est au niveau de financement d'AGR sélectionnées à la fin du mois de décembre 2017. Elle a financé 185 groupements (13,39 % d'AGRs créées) sur 1381 groupements initiés à la suite des formations reçues. Les bénéficiaires des formations et des financements reçus sont estimés à 34325 femmes.

Pour ABI, elle est dans son dernier trimestre d'activités au 30 décembre 2017. Elle a déjà mis en place 30 mutuelles de solidarité (MUSO) qui travaillent dans l'épargne et crédits. 312 activités sont déjà financées. Elles sont en grande partie relatives au commerce et à la transformation des produits.

II. Objectifs et résultats attendus

De manière générale, le projet vise à contribuer à créer des sociétés pacifiques et égalitaires entre les sexes. Au niveau du Burundi, pour contribuer à cet objectif, les interventions du WPHF portent sur les Résultats 2 et 6.

2.1. OSC partenaires sur le Résultat 2

Elles ont pour objectif global de « contribuer à renforcer la participation significative des femmes à la prévention des conflits ». Elles ont formulé des résultats conduisant au Résultat 2, à savoir :

Résultat 1 : Le réseau de femmes médiatrices dispose de capacités de gestion des conflits

Résultat 2 : Les capacités de coordination des NBC sont renforcées

Résultat 3 : Les cadres de dialogue sont dynamiques pour répondre aux préoccupations de la communauté et pour asseoir la cohésion sociale

2.2. OSC partenaires sur le Résultat 6

L'objectif global du projet est de contribuer à créer des sociétés pacifiques et égalitaires entre les sexes. Il a pour objectif spécifique d'améliorer dans la situation d'après-conflit la capacité de la femme burundaise et sa possibilité de participer à la planification du relèvement socio-économique, afin d'assurer que ses besoins spécifiques soient satisfaits.

Pour ABI, les résultats attendus sont :

Résultat 1 : Les femmes membres des MUSO ont accès facile à un système d'épargne et crédit adapté à leur réalité pour mettre en œuvre leurs activités génératrices de revenus.

Résultat 2 : Les femmes membres des MUSO mènent collectivement des activités génératrices de revenus et d'emplois.

Résultat 3 : Les femmes membres de MUSO participent activement à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix dans leurs communautés.

Pour BLTP, il a comme résultats attendus :

Résultat 1 : Les femmes membres du réseau sont capables de travailler ensemble, d'élaborer et de gérer des microprojets et d'encadrer les autres dans la consolidation de la paix.

Résultat 2 : Les femmes initient et mènent solidairement des activités de plaidoyer en faveur de la consolidation de la paix et de leur relèvement économique.

2.3. Description de l'évolution du contexte de paix et sécurité au Burundi

De janvier à décembre 2017, la situation dans les provinces était en général stable pour la mise en œuvre des projets. Les médiatrices et les points focaux provinciaux ont réalisé les activités sans contrainte en collaborant avec les différents réseaux d'acteurs au niveau provincial et communal. Il en est de même pour la création des AGRs qui a été bien facilitée par le contexte et il y a eu peu de communes où l'administration n'a pas été coopérative.

2.4. Information sur la manière dont le projet WPHF a contribué à la paix et à la sécurité / les efforts humanitaires et de développement

Le projet « Renforcement du rôle de la femme dans la consolidation de la paix » a influencé les progrès du contexte grâce aux actions de gestion des conflits et aux dialogues communautaires sur des questions générales et spécifiques intéressant la vie quotidienne de la population. Quelques exemples d'illustration :

- Collaboration entre le RFAPD avec les autorités administratives dans l'accueil des personnes déplacées à la suite de
- Implication dans l'accueil des rapatriés venus de Tanzanie. C'est le cas notamment des provinces de Cankuzo et Rutana frontalières à la Tanzanie.

- Participation aux réunions des conseils communaux de sécurité où les médiatrices parviennent à faire l'alerte précoce sur certains faits susceptibles de troubler la paix. En effet, grâce à leur efficacité, l'administration a autorisé la participation des médiatrices aux réunions hebdomadaires de sécurité.
- Les médiatrices font l'alerte précoce sur les questions d'intérêt communautaires grâce aux qu'elles initient au niveau colline et de la commune. En conséquence, des mesures ont été prises par l'administration. A titre d'exemple : effectuer des descentes sur les collines qui affichent l'insécurité liée aux vols à main armée, la consommation des stupéfiants et les boissons prohibées, des réunions d'apaisement entre la population et les jeunes des partis politiques, des réunions avec les intervenants pour une meilleure coordination et échange d'informations, etc.
- La communication entre les membres du réseau pour l'alerte ou la traque des auteurs des violences à l'égard des femmes et des enfants et qui fuient d'une province à une autre pour ne pas être appréhendé. En effet, les médiatrices parviennent actuellement à dénoncer les auteurs fugitifs grâce à l'échange d'information entre elles.
- Les émissions radio sur les initiatives des médiatrices contribuent au renforcement de la voix de la femme et de sa considération dans la vie publique. C'est le cas des médiatrices et la radio Ijwi ry'Umukenyenzi et les émissions organisées par Radio Isanganiro.
- Les femmes des NBC ont vaincu la peur sur les différentes violations des droits humains et amènent certains acteurs comme les jeunes des partis à adopter des attitudes de respect de la vie en communauté même pour ceux qui ne partagent pas les mêmes idéologies.
- Les femmes médiatrices sont devenues progressivement en 2017 une référence incontournable comme actrices de la paix : elles ont été sollicitées en 2017 pour appuyer certaines campagnes dont elles maîtrisent le plus comme la campagne contre le concubinage de facto qui se fait au détriment des femmes abandonnées et cause beaucoup de cas d'abandon familial
- Initiatives d'animation de la communauté par le théâtre populaire sur certaines thématiques d'intérêt national pour la paix et la cohabitation pacifique ou sur d'autres thématiques sur les préoccupations des communautés. A titre d'illustration les groupes « TUBIYAGE » créées et encadrées par les médiatrices deviennent progressivement des références dans les quartiers de la capitale et favoriser le plaidoyer sur les préoccupations de paix et sécurité dans les quartiers.

De manière générale, le projet a permis de renforcer la paix et à la sécurité / les efforts humanitaires et de développement de façon remarquable, directement ou indirectement.

III. Résultats

3.1. Réalisations et résultats atteints

3.1.1. OSC partenaires sur le Résultat 2

Leurs réalisations portent essentiellement sur :

R1 : Les capacités des membres des noyaux de base collinaire renforcées : Au cours de l'année 2017, il a été organisé des ateliers de renforcement des capacités des médiatrices, des points focaux et NBC et des membres des différents groupements et MUSO, spécialement en matière de montage, gestion et suivi des AGR. Ils étaient organisés pour améliorer la qualité de mise en œuvre des projets et de leur impact sur les communautés bénéficiaires. C'est pour cela que les 4 OSC partenaires se sont mis ensemble pour analyser comment elles peuvent utiliser les mêmes approches et les mêmes outils dans la mise en œuvre et le suivi des projets afin qu'il y ait :

- ✓ Une compréhension commune de la consolidation de la paix au Burundi et du rôle des projets dans ce processus.

- ✓ Une meilleure connaissance des objectifs et des résultats de chaque projet afin de permettre l'identification des opportunités de complémentarité et de synergies qui peuvent être développées pour un meilleur impact.
- ✓ Une compréhension commune du lien entre le relèvement économique, l'autonomisation des femmes et le processus de consolidation de la paix au Burundi
- ✓ Une maîtrise des outils de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des projets et de reportage
- ✓ Un partage des expériences et approches de la participation des femmes dans la consolidation de la paix, la mise en place et le fonctionnement des groupements/MUSO et des réseaux des femmes

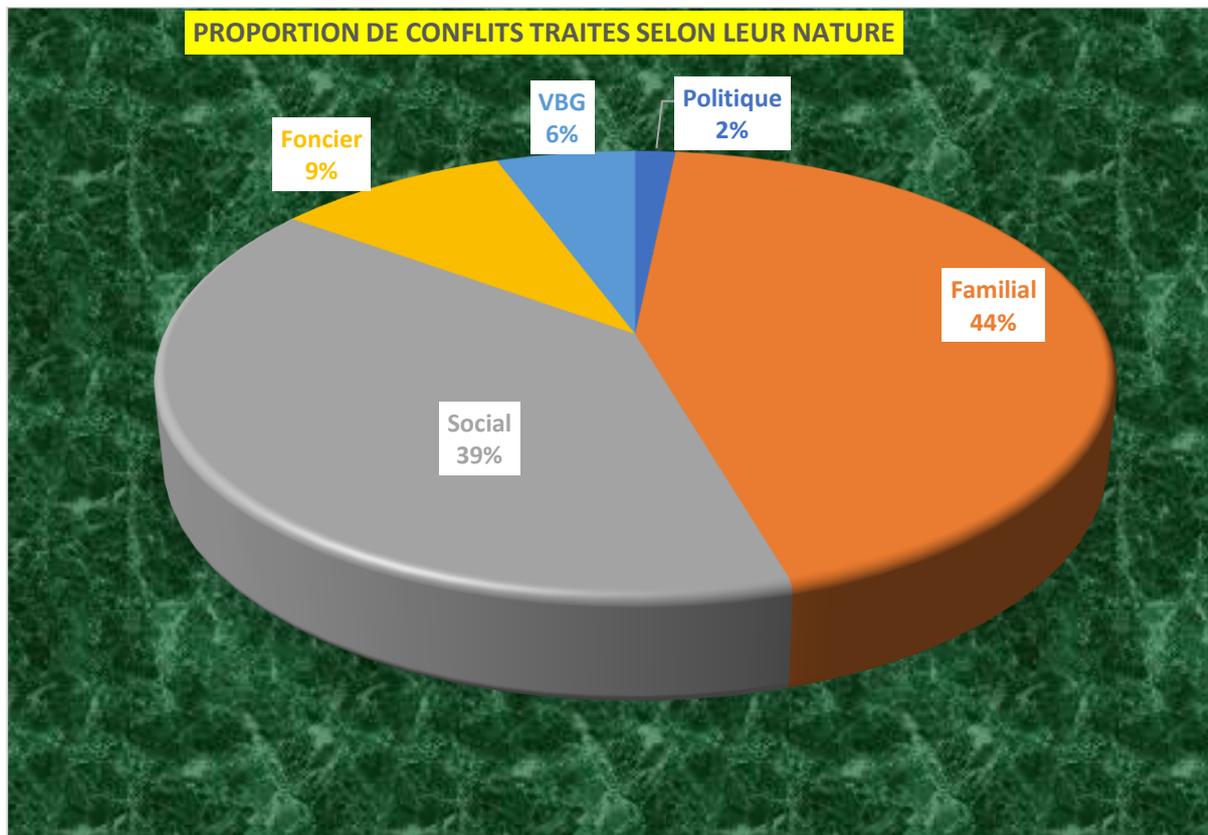
R2 : Les actions de prévention et de résolution des conflits au niveau collinaire et communal mieux coordonnées par les médiatrices et Points focaux provinciaux

Pour la gestion des conflits : De janvier au 30 décembre 2017, 7719 conflits d'ordre politique, familial, social, foncier et ceux portant sur les violences basées sur le genre ont été traités. Ce travail a été réalisé grâce aux efforts des médiatrices en collaboration avec les autres acteurs de la société civile et de l'administration. Les succès représentent plus de 60% des cas traités.

Parmi ces conflits, ceux de nature familiale et sociale sont les plus dominants :

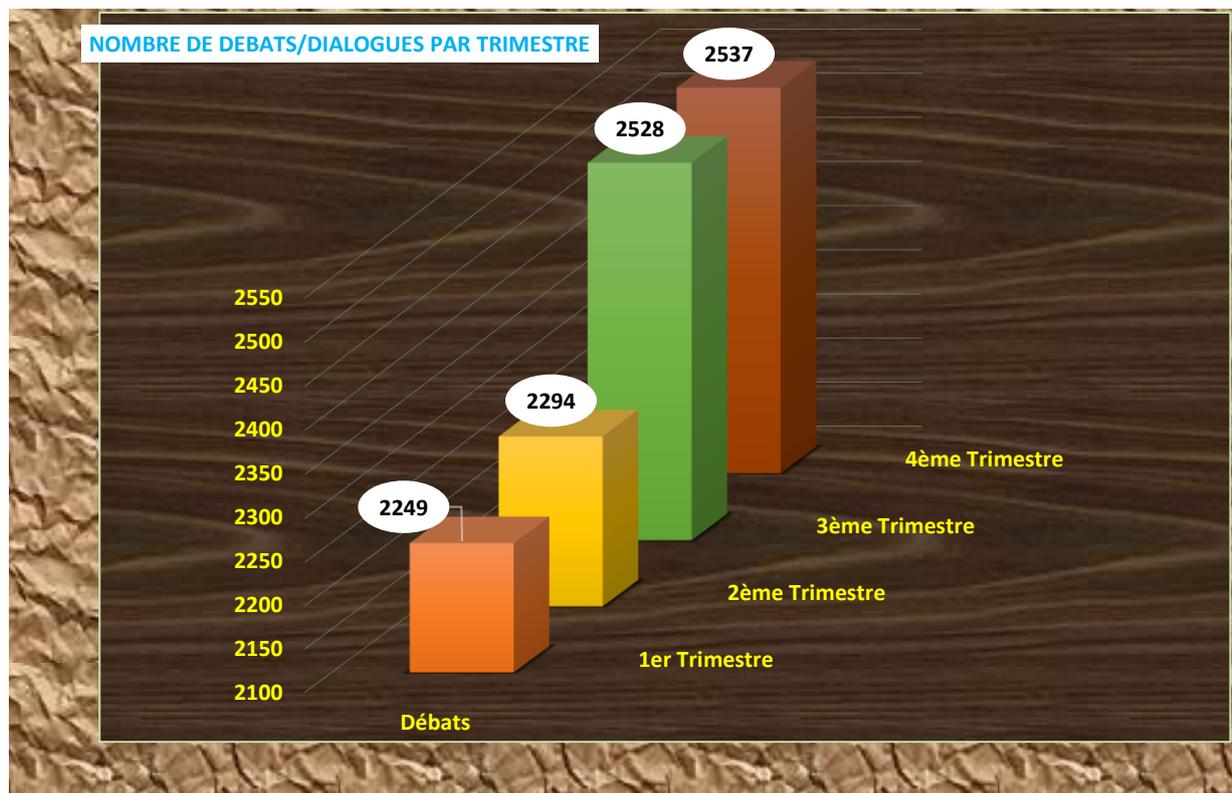


Parmi ces conflits, ceux de nature familiale et sociale sont les plus dominants, respectivement (3376) et 3041. Les autres sont fonciers (749) et politique (124) ainsi que des conflits liés au violences basées sur le genre (429). Les succès représentent 68 % tandis que les échecs sont dans l'ordre de 9 % et les semi-succès dans 23 %.



Les conflits familiaux dominent étant donné que depuis que les femmes médiatrices se soient imposées comme actrices dans la résolution des conflits, les femmes les sollicitent le plus. Or ce sont les femmes qui sont les plus affectées dans les conflits familiaux. Les conflits politiques traités viennent en dernier lieu ; ils ont fortement diminué par rapport au fort moment des violences en 2015 où ces conflits ont représenté 28 % alors que les conflits familiaux, toujours en tête, représentaient 31 %. Cela n'explique pas que les conflits ont diminué, mais plutôt qu'ils sont devenus complexes et très diffus dans la société de sorte qu'il est difficile de les démêler pour les résoudre. Le contexte a pris d'autres dimensions de façon que les femmes se retrouvent dans l'incapacité de les résoudre là où ils éclatent. Elles agissent alors sur les aspects stratégiques en contribuant à leur prévention. C'est dans ce cadre que le Réseau a multiplié les dialogues au niveau collinaire et communal.

Pour le deuxième volet relatif au dialogue, 2^{ème} axe, jusqu'au 30 décembre 2017, 9608 séances de dialogue/débat au niveau provincial, communal et collinaire ont déjà été animés en 2017. Depuis 2015 jusqu'au 30 décembre 2017, on enregistre 17048 séances de dialogue/échanges-débats organisés au niveau des provinces, des communes et des collines dont plus de 95 % dans les communautés. Au niveau de la participation à ces séances de débats, on estime une moyenne de plus de 50 participants à chaque séance, soit environ 500 000 personnes qui ont participé à ces rencontres. Ce qui représente une augmentation de 66 % par rapport à 2016. Il s'agit des rencontres de débats regroupant les membres de la communauté, les hauts cadres des provinces ou communes sur des thématiques à forte préoccupation selon le niveau. Au niveau des collines et quartiers il existe 1900 Noyaux de base collinaires (NBC) composés de plus de 14.000 membres qui organisent ces débats communautaires.



De façon générale, ces réalisations résultent de l'engagement et du dynamisme des membres du réseau à tous les niveaux y compris les NBC ainsi que la collaboration manifestée par l'administration dans plusieurs communes.

Dans certaines provinces, le dialogue a permis un rapprochement de différents acteurs tels que les partis politiques et les jeunes et cela est renforcé par d'autres intervenants sur terrain. Avec la dynamique d'autonomisation économique des médiatrices et membres des noyaux de base, les débats ont tendance à augmenter et à être plus réguliers qu'avant. A noter également que le RFAPD se structure bien jusque sur les collines et que l'information est gérée de manière efficace, de bas en haut.

En perspective, le réseau des médiatrices est bien préparé pour embrasser d'autres activités notamment l'accueil des rapatriés et la participation à leur réinsertion communautaire, renforcer la participation des femmes et leur positionnement aux élections de 2020, renforcer les acquis sur le triptyque Résolution des conflits – dialogue – initiatives génératrices de revenus dans une dynamique globale de réseautage à tous les niveaux en perspective de la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les thèmes qui sont le plus revenus dans les dialogues/débats sont :

- Rôle de la femme dans le processus de paix
- Importance de l'eau potable
- Les causes de la famine au Burundi
- Mobilisation des parents à l'enregistrement des nouveaux nés à l'état-civil
- Echanges sur les méfaits de la discrimination liée au genre et à la polygamie
- Hygiène et propreté
- Les violences basées sur le genre
- Chômage des jeunes
- Sécurité communautaire

- Abandons scolaires
- Grossesses non désirées
- Les cotisations forcées
- Non accès par la femme aux ressources économiques,
- Changement climatique et insécurité alimentaire
- La paix, la sécurité et le développement à travers les associations
- Le traçage des pistes rurales
- Education des jeunes
- Lutte contre l'épidémie du paludisme
- Développement communautaire/ rôle des associations
- Santé de la reproduction chez les jeunes
- Participation des femmes à la vie communautaire
- Paix et sécurité dans les communautés
- Chômage chez les jeunes diplômés
- Droits de la femme/ code des personnes et de la famille
- Violences dans les ménages, concubinage

D'autres initiatives réalisées à ce niveau sont :

- Plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les nominations et dans les différentes commissions,
- Le théâtre populaire en plein air sur des thématiques ciblées (les groupes TUBIYAGE, « Parlons-en)
- Initiatives inter-provinciales de dénonciation des auteurs de violences contre les femmes et les enfants (y compris d'autres phénomènes de violences) qui fuient dans d'autres régions et qui sont débusquées par les médiatrices grâce à une en action en réseautage inter-provinces
- Sensibilisation sur la lutte contre les violences faites aux femmes et sur les VSBG en milieu scolaire
- Organisation des jeunes filles en groupements (celles qui ont terminé ou échoué l'école fondamentale),
- Initiation des activités d'épargne et de crédit incluant la solidarité entre les membres du réseau (dans toutes les provinces, les membres du réseau se sont convenus un montant à cotiser chaque mois et des crédits sont octroyés aux médiatrices)
- Accompagnement des victimes vers les services de santé, tribunaux etc...
- Rencontre d'échange avec les jeunes des communes les plus affectées par la crise de 2015
- Participation aux travaux communautaires de développement
- Echange avec les leaders communautaires sur la loi portant prévention et protection des victimes et la répression des VSBG, etc.

R3. Des initiatives de relèvement communautaire techniquement et financièrement soutenues.

Le projet a contribué à la sensibilisation des NBC pour répondre positivement aux initiatives d'implantation des AGR. Le RFAPD est au centre de ces AGR. On dénombre au 30 décembre 1425 AGR créées. Le rôle de sensibilisation par le RFAPD au tour des NBC a été capital.

En effet, les organisations partenaires se sont d'abord mis aux visites de renforcement des capacités et de coaching des PFP, des médiatrices et des NBC afin d'expliquer l'approche des initiatives génératrices de revenus. Ainsi, des rencontres de suivi et coaching ont été organisées dans toutes les provinces.

Dans la deuxième phase, les OSC aidé les autres partenaires de mise en œuvre à l'identification des membres des groupement, à leur démarrage ainsi qu'à leur encadrement. Les OSC partenaires impliquées dans la mise en œuvre des IGR (ABI et BLTP), effectuaient des visites d'encadrement en compagnie chaque fois des OSC responsables de la mise en œuvre de l'initiative du RFAPD (AGR et DUSHIREHAMWE).

Au cours des descentes d'encadrement, les femmes bénéficiaires des projets en rapport avec les IGR demandent beaucoup plus l'appui technique plutôt que financier, notamment les formations, les

appuis techniques dont la formation en transformation de produits dont la communauté a besoin et qui peuvent avoir facilité d'écoulement sur le marché.

R4. Suivi technique et accompagnement des membres du réseau assurés. Les descentes d'encadrement ont été organisées comme cela est prévue dans le projet (une descente par mois). L'accompagnement a été notamment organisé à travers les séances de formation périodiques en faveur des groupements et des MUSO. Par exemple, les MUSO ont bénéficié de suivi technique de formations par étapes et séquencées

Ce processus comprend également des phases préparatoires :

- ❖ Organisation des réunions d'information et de sensibilisation des autorités administratives des zones d'intervention : Tous les administratifs rencontrés se sont réjouis du nouveau projet du fait que les femmes des zones respectives n'avaient pas de possibilités d'accéder aux crédits car la plupart n'avaient ni comptes bancaires, ni hypothèques.
- ❖ Organisation des réunions d'information et de sensibilisation de la population des zones d'intervention. Presque tous les administratifs apprécient beaucoup leur collaboration avec les femmes médiatrices et reconnaissent que le réseau des femmes actrices de paix et de dialogue contribue énormément à la résolution des conflits familiaux et à la consolidation de la paix.
- ❖ Organisation des sessions de formation des femmes membres des MUSO et équiper les MUSO
- ❖ Etape de refinancement des MUSO. Les membres déjà organisés présentent les projets et on procède à leur analyse.

3.1.2. Leçons apprises et expériences acquises

Leçons apprises

- Certains réseaux d'acteurs au niveau communal collaborent avec les médiatrices uniquement pour contrôler leurs actions. Dans le coaching des médiatrices et points focaux provinciaux, on insiste sur les relations entre elles et les autorités, leur rôle et collaboration dans la planification et non dans l'accompagnement pour influencer le sens de la médiation.
- Les activités génératrices de revenu consolident le rapprochement communautaire et restructurent les relations dans le contexte de gestion des conflits.
- Les médiatrices font preuve de persévérance dans la consolidation de la paix à travers la lutte contre la corruption et l'impunité malgré qu'elles soient quelques fois intimidées et traumatisées par les violences orales qui leur sont proférées par leurs maris, les membres de la famille et différents acteurs. Elles influencent le changement social autour d'elles.
- Il y a un engouement qui dépasse les attentes de départ. En une année, le projet a permis la création de 1425 AGR avec une assise sur 47% des collines du pays grâce à la formation reçue et sans beaucoup de financement : seules % d'AGR ont bénéficié des financements. Les groupements ont bénéficié chacune de 1.049.000 Fr bu tandis que chaque MUSO a bénéficié de 4.048.336 Fr bu.
- L'approche d'autonomisation économique de la femme est une stratégie payante pour contribuer à la consolidation de la femme. Les débats organisés par le Réseau a montré que la femme reste en arrière si elle n'a pas d'autonomie économique. Les associations autour des AGR permettent aux femmes de se rencontrer sur les activités et débattent de l'autonomisation et des questions de paix et sécurité dans leur milieu ainsi que de leur leadership. Ces AGR sont des opportunités de Le relèvement économique de la femme est un moyen pour relever son statut et pour se positionner par rapport aux questions de paix et sécurité dans le pays.

Meilleures pratiques

Les médiatrices et les NBC ont emprunté la voie de la négociation, du dialogue et construisent des ponts entre les communautés.

- Les médiatrices ont acquis une expérience de plus en plus fort attractive dans le pays. La communauté et les autorités recourent aux services des médiatrices. C'est le cas de cette bonne pratique où elles ont été sollicitées dans certaines provinces durant les mois de juillet et août 2017 à animer des conférences pendant les camps de travail organisés à l'intention des élèves en vacances. Leurs conférences portaient sur leur expérience dans la résolution des conflits, l'animation des échanges-débats ainsi que la mise en place des AGR. Elles sont devenues des personnes ressources pour l'administration publique.
- En commune Buhinyuza, (province Muyinga, nord) l'Administrateur a associé les médiatrices dans les travaux d'évaluation des performances de la Commune.
- Dans toutes les communes, l'expérience des médiatrices a été sollicitée pour faciliter la mise en œuvre de la mesure du chef de l'Etat consistant à mettre fin à la polygamie de facto ou concubinage d'ici la fin de 2017. Les médiatrices ont été sollicitées par les administratifs pour les appuyer et les soutenir dans la sensibilisation des couples en union libre pour leur inscription à l'Etat-civil ainsi que l'inscription de leur progéniture à l'Etat-civil.
- La mesure présidentielle de mettre fin à la pratique de polygamie de facto à travers le concubinage est le résultat d'une demande répétée des médiatrices qui a soumis la question en débats publics et qui a été consigné dans le rapport des journées communales d'échanges entre l'administration locale et les médiatrices. Le gouvernement a bien reçu la préoccupation.
- Une médiatrice de Mugongomanga, province de Bujumbura (Ouest) s'est vue invitée par l'administrateur communal de participer dans un voyage d'échange d'expérience des jeunes. L'administrateur l'a sollicité du fait de l'expérience et du rôle joué par les médiatrices dans cette commune en vue de régler le conflit entre manifestants et forces de l'ordre en 2015. Il lui a expliqué clairement que cette grâce à leurs succès qu'on a eu recours à elle afin qu'elle partage leur expérience.

Contraintes :

Pour les organisations intervenant au Résultat 2.

Contexte socio-politique complexe. Le terrain d'action est marqué par l'insécurité. Il est sensible si bien que les médiatrices sont parfois la cible de menaces du fait de leurs activités en faveur de certaines victimes d'abus de toutes sortes : intimidation par les acteurs politiques ou administratifs, les jeunes des partis politiques, les auteurs des violences, etc.

Conditions de travail très dures. Les médiatrices travaillent sur un terrain aux conditions très dures mais variables d'une province à une autre (18 provinces) : peu de moyens de communication et de déplacement, insuffisance d'appui matériel, beaucoup de sollicitation par la communauté aux membres indigents, reliefs qui ne favorisent pas le déplacement, beaucoup de localités inaccessibles dans certaines communes, etc. A cela s'ajoutent les intempéries alors qu'elles n'ont pas de protection contre elles quand elles sont sur le chemin d'aller ou de retour du règlement de conflits.

Faible représentativité des femmes au niveau communautaire. Il y a une grande sous-représentation des femmes dans les conseils collinaires élus (moins de 20 %). Les femmes souhaitent adresser davantage leurs doléances aux femmes élues ou aux médiatrices et aux femmes leaders mais elles n'en trouvent pas suffisamment.

Quelques cas d'intimidation. Les femmes médiatrices sont parfois intimidées car elles dénoncent les violations dont les membres de la communauté sont souvent victimes, notamment les arrangements à l'amiable de cas de viol dont certains administratifs qui le font parfois par corruption. En outre, les hommes se méfient des OSC de femmes car elles constituent des obstacles à leurs abus. D'autres hommes prennent les médiatrices pour des personnes qui encouragent à la révolte, c'est-à-dire qu'elles sont très présentes et parlent des questions embêtantes telles que l'héritage.

Limites du bénévolat. Beaucoup de médiatrices ont évoqué le défi de la limite de moyens de communication et de déplacement. Elles indiquent que leur travail exige beaucoup de déplacements d'une colline à une autre ou d'une zone à une autre ainsi que des communications téléphoniques à effectuer. Elles éprouvent donc des difficultés de pouvoir répondre à toutes les sollicitations leur adressées par les membres de la communauté.

Pour les OSC partenaires sur le Résultat 6

Les principales contraintes sont :

Moyens insuffisants pour satisfaire aux attentes des femmes. En effet, elles ont formé beaucoup de femmes qui ont été invitées à initier des AGRs. Malgré les mises en garde maintes fois répétées de ne pas le faire pour s'attendre à des financements, il y avait beaucoup d'attentes de financement. Les AGRs bénéficiaires étaient rigoureusement sélectionnées suivant les critères avaient donnés aux bénéficiaires des formations.

Capacités limitées pour certaines médiatrices. Il s'agit des capacités d'encadrer et de mobiliser les NBCs dans les AGRs. Certaines d'entre elles ont des limites pour pouvoir mobiliser les femmes à créer des AGR.

Manque de temps pour les NBCs à encadrer les AGRs. Les membres des NBCs sont des gens qui ont d'autres occupations. Parfois, elles ne peuvent pas avoir le temps nécessaire de suivre les AGRs. Le bénévolat a donc des limites dans le suivi des AGRs.

Rivalités avec d'autres associations. Il existe des ONG sur terrain qui accordent facilement de l'argent ou d'autres moyens sans contrepartie. Cela a créé une culture d'attentisme dans la population si bien que les gens affluent vers les associations qui bénéficient des largesses des ONG.

Difficultés de collaborer avec certains administratifs locaux. Dans certaines localités, pour des mobiles variés, certains responsables administratifs locaux n'ont pas facilité la mise en place des AGR, notamment au niveau de leur agrément et d'accorder certaines facilités aux membres des AGRs.

3.2. Specific Story : Témoignages

Quelques témoignages issus du Rapport du « **Rapport de Mission sur terrain dans le cadre du suivi de l'exécution du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix (PPCP III)** » ; © Secrétariat Technique PBF, Burundi, Bujumbura, novembre 2017.

1. Karusi : Les initiatives du réseau sont appréciées par l'administration

« Le réseau des femmes médiatrices joue un rôle très apprécié au niveau de la province Karusi. Grâce à leur implication dans la gestion des conflits familiaux, l'administration se sent épaulée et nos bureaux sont désengorgés. Nous référons à ce réseau des plaintes liées notamment aux violences domestiques, au concubinage, etc. C'est un réseau efficace pour la gestion des conflits de proximité ».

Conseiller Principal du Gouverneur de Karusi, Entretien, Buhiga, 13/11/2017.

« Nous sommes fières de la collaboration avec l'administration et la police. Cette collaboration nous aide à trouver des voies de sortie pour les conflits liés aux VSBG ».

Eugénie, Point Focal Provincial du RFPAD, Entretien, Buhiga, 13/11/2017.

2. Counseling auprès des femmes « impossibles »

« Ici à Buhiga, des femmes fonctionnaires et/ou commerçantes, très riches, s'adonnent à la

consommation des boissons prohibées, fabriquées à base d'ananas (umunanasi) et fortement alcoolisées. Et quand elles sont en état d'ébriété, elles adoptent des comportements indignes. Elles insultent leurs conjoints et parfois, elles sont parfois violées par les délinquants également ivres. Notre rôle consiste dans ce cas à leur prodiguer des conseils, les invitant à renoncer à tout ce qui ne fait pas honneur aux familles. Aujourd'hui, le nombre de cas tend à

diminuer »

Nikobagaya Séraphine, membre du NBC de la colline Rwingoma, Buhiga, Focus group, 13/11/2017

3. Le concubinage (uguharika): un phénomène à la mode

« Ici à Buhiga, nous avons une grande communauté de musulmans. Et pour preuve, il y a deux mosquées dans ce petit centre au commerce très actif. Les hommes ont pris l'habitude d'abandonner le christianisme pour se convertir à l'islam et avoir facilement le droit de cohabiter avec plusieurs femmes. C'est pour cette raison que nous les femmes médiatrices sommes tout le temps occupées à gérer les conflits liés au concubinage tant toléré par l'Islam. Beaucoup de femmes en sont victimes ».

Mbonyimpano Louise, membre du NBC de la colline Buhiga, Focus group, 13/11/2017

4. Assistance psycho-sociale et juridique

« Je suis née en 1969. Je suis vite devenue orpheline car mon père a été assassiné en 1972.

Quand je suis devenue adolescente, j'ai demandé à ma mère d'aller me présenter à la famille d'origine de mon père. Ma mère était toujours menacée de mort par les frères de mon père car ils ne voulaient pas que j'hérite d'un lopin de terre. C'est très récemment que le réseau des femmes médiatrices a pris l'affaire en main. J'ai été assistée pour porter plainte devant l'autorité communale, au tribunal de résidence et à la Cour d'Appel de Gitega. Le mois prochain, je vais être réhabilitée car la Cour d'Appel viendra départager la propriété située à Karunyinya. Et j'aurai ma part ».

Singirankabo Béatrice, membre du NBC de la colline Mwoya, Buhiga, Focus group, 13/11/2017.

« Je suis orpheline. J'ai grandi dans une famille qui m'a adoptée. Mais cette famille vivait constamment dans une mésentente indicible. Un jour, mon tuteur a battu sa femme à mort. Sa mâchoire a été fracassée.

L'homme a été emprisonné. Moi, j'ai bénéficié de l'intervention d'une femme médiatrice qui m'a hébergée chez elle avant de présenter mon cas à une ONG de défense des droits des enfants pour assistance juridique. En fait, la propriété foncière appartenant à mes parents défunts a été vendue par nos oncles qui continuent de me menacer pour que je ne réclame plus rien ».

Muhigirwa Ornella, jeune fille bénéficiaire du RFPAD, Buhiga, Focus group, 13/11/201.

5. Un effet de dissuasion : le changement de comportement chez les hommes

« Ici à Buhiga, les hommes avaient l'habitude de battre leurs femmes, parfois à mort. Le Noyau de Base Collinaire (NBC) s'est alors attelé à décourager ce comportement. Notre intervention consiste à dénoncer auprès de l'administration tous les cas qui se produisent. Aujourd'hui, quand un homme tente de battre sa femme, il se rétracte et dit : je ne veux pas être traduit en justice ; Mama Jeanne risque de me dénoncer ».

Ndihokubwayo Espérance, membre du NBC de Mwoya, Buhiga, Focus Group, 1/11/2017

6. Un « réseau » efficace et des chefs collinaires à sensibiliser

« Le réseau des femmes médiatrices joue un rôle très apprécié par l'administration en ce qui concerne la gestion des conflits et le renforcement de la cohésion sociale. Seulement, les chefs collinaires n'ont pas encore assimilé la loi sur les VSBG et se posent en entraves quand les femmes médiatrices interviennent pour résoudre les problèmes liés à la violence survenant entre mari et femme. Il faudrait qu'ONU Femmes appuie les autorités provinciales pour organiser deux séminaires pour vulgariser la loi sur les VSBG et valoriser le rôle du réseau des femmes médiatrices dans la gestion des conflits ».

Nyandwi Bède, Gouverneur de la Province de Rutana, Entretien, 14/11/2017

7. Bukemba : la communauté apprécie fortement les initiatives du « réseau »

« Nos initiatives sont tellement appréciées par la communauté que nous recevons chaque jour les remerciements des personnes secourues par nos interventions. La pratique du concubinage (uguharika) était courante en commune Bukemba. Beaucoup d'hommes en ont été découragés ».

Ndayishimiye Pélagie, Point Focal du RFAPD en Commune Bukemba, Rutana, 14/11/2017

8. Prise en compte de la « masculinité »

« Autrefois, les hommes étaient rarement victimes de violences domestiques. Ici à Rutana, suite à une dispute, une femme a asséné à son mari un coup mortel sur le crâne. L'homme est tombé en syncope. Une autre femme a coupé le gros orteil droit du pied de son mari. Les femmes médiatrices ont vite accouru pour emmener les hommes victimes au dispensaire. Elles se sont même cotisées pour payer les factures des soins. Ensuite, elles ont prodigué des conseils aux deux femmes fautives. Toutefois, il faut noter que les hommes viennent timidement se plaindre auprès des femmes médiatrices. Pour échapper aux critiques de la communauté, ils préfèrent venir ici au centre Girijambo pour nous confier leurs peines en toute discrétion ».

*Niyukuri Jacqueline, Chef Adjoint de la colline de Rutana, **Entretien**, 14/11/2017*

9. Pour des projets encore plus significatifs

« Nous apprécions le travail accompli par les femmes médiatrices dans le domaine de la gestion des conflits. Seulement, je me sens lassé des ateliers de réflexion et de formation qui n'en finissent pas, occasionnant des dépenses colossales, quelquefois. Je demanderais à ONU Femmes d'exécuter des projets visibles, à l'instar de Care International qui, vraiment, a tout fait pour promouvoir l'autonomisation des femmes à travers une grande coopérative. Il faut donner aux femmes les moyens de subvenir aux besoins criants car la paix, la sécurité et la cohésion sont des réalités dans notre province qui ont besoin d'être soutenues par le développement ».

Juvénal BIGIRIMANA, Gouverneur de la Province Rumonge,

10. Le « réseau » collabore avec l'administration pour rétablir les femmes dans leurs droits : le cas « abapishi »

« Nous avons collaboré avec l'administration pour trouver des solutions aux problèmes posés par la présence des femmes qui étaient au service des pêcheurs. Rumonge étant situé sur les rives du lac Tanganyika, est peuplé d'un nombre imposant de pêcheurs en provenance de l'intérieur du pays où ils ont laissé leurs femmes légitimes. Beaucoup de femmes, je dirais même des femmes à partenaires multiples, étaient jusque-là habituées à venir s'installer temporairement aux alentours des différents ports, là où habitent les pêcheurs. Elles étaient là, soi-disant, pour s'occuper de la cuisine. Ici on les appelait « abapishi », celles qui font la cuisine pour les pêcheurs. Après analyse des problèmes qu'elles causaient aux familles et aux conséquences du vagabondage sexuel observé, l'administration a organisé une campagne de chasse, à laquelle notre réseau a participé. Aujourd'hui, ces femmes ont quitté ces localités ».

*Virginie, Point focal du RFPAD Rumonge, **Focus group**, 16/11/2017*

Les témoignages ci-après ont été recueillis par ONUFEMMES auprès des différents bénéficiaires du projet WPHF.



Anifa Bukuru. Photo : ONU Femmes/P. Nijebariko

Anifa Bukuru fait partie des jeunes filles encadrées APFB, une association appuyée par ONUFEMMES dans le cadre du projet mobilisation des jeunes filles pour la paix

Le projet m'a beaucoup aidé car j'ai été conscientisée sur la promotion du leadership et l'empowerment féminin. Avant de suivre la formation sur ces thématiques, je me disais que comme je n'ai pas d'emploi et que je n'ai pas d'autres sources de revenus, je devais me chercher un chéri fiancé pour qu'il me procure tout ce dont j'ai besoin. Grâce à ces différentes formations que l'Associations des jeunes filles a organisé à l'endroit des jeunes filles, j'ai changé de mentalités et j'ai initié une petite AGR, la fabrication et la vente des crêpes. Je fais des petits bénéfices qui me permettent de subvenir à mes besoins élémentaires. Je suis à mesure de m'acheter le téléphone et les unités de recharge alors qu'avant, je devais recourir à mon chéri. Je ne suis ne suis plus une charge pour lui lors d'une sortie puisqu'actuellement je suis à mesure de payer les

consommations. Ceci m'a permis de gagner de plus en plus sa considération et d'améliorer les relations avec mon futur époux. Aussi, avec les petites économies que j'ai faites, j'ai pu m'acheter une parcelle à la périphérie



Pascaline Ntirampeba. Photo : ONU Femmes/Patrice Nijebariko

Pascaline Ntirampeba, Présidente de l'Association des jeunes d'Itaba/Gitega encadrée par APFB le projet Mobilisation des jeunes pour la paix.



Fawusina Hatungimana. Photo. ONU Femmes/Willy Ndayishimiye

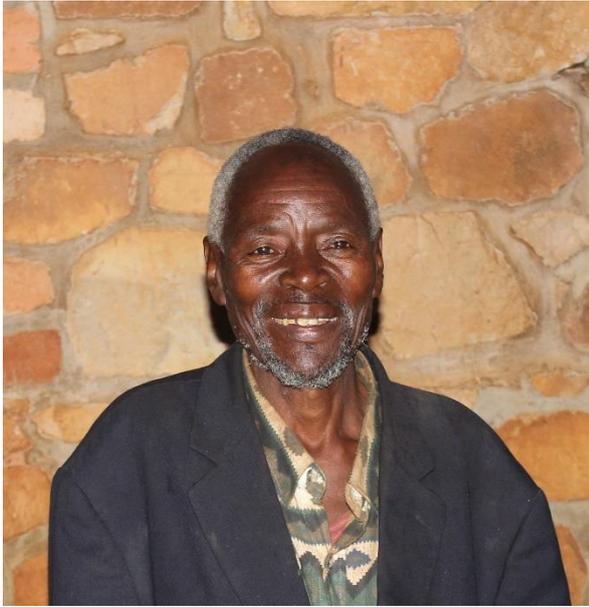
Fawusina Hatungimana, colline Rukobe/Itaba bénéficiaire de l'action du RFAPD

J'ai été sensibilisée depuis longtemps à adhérer aux groupements féminins d'épargne et de crédit mutuel mais je me suis toujours heurté à une opposition farouche de mon mari. Ce n'est que grâce à

de la ville de Muyinga. Actuellement, je me sens plus autonome vis-à-vis de mon entourage et d'éventuels prétendants.

Depuis que j'ai terminé les études, je n'ai pas eu la chance d'être embauchée. Ce n'est qu'avec le contact avec les médiatrices-Bakanguriramahoro lors des rencontres intergénérationnelles que j'ai été introduite. A la suite des différentes séances de sensibilisation organisées par APFB, j'ai initié à la maison un petit commerce de savon et de sel. Avec les petits bénéfices tirés de ce commerce, je parviens actuellement sans devoir recourir à qui que ce soit à m'acheter les produits d'hygiène et de beauté. En tant que présidente de l'Association des jeunes d'Itaba, j'ai beaucoup gagné en estime de soi. Les contacts avec l'administration me sont très faciles alors qu'avant j'avais une peur inouïe de faire face aux autorités. La confiance et la considération que j'aies actuellement me permettent de m'investir dans la résolution de conflits communautaires. En moins de 5 mois, j'ai pu résoudre plus de 14 conflits.

l'intervention des médiatrices- Bakanguriramahoro que mon époux a finalement été convaincu de la nécessité de me laisser adhérer dans ces associations. J'ai par après adhéré et je me suis régulièrement acquittée des cotisations exigées. Après un certain moment j'ai contracté un petit crédit auprès du groupement pour faire un petit élevage de poules. La vente des œufs et des poules me permet actuellement d'améliorer mes conditions de vie et celles du ménage. Je parviens pour le moment à m'acheter des habits et du savon. Mon mari est lui aussi très satisfait de mon apport et ne cesse alors de m'encourager. La première fois que j'ai rentré avec un pagne tout neuf, mon mari m'en a acheté un autre pour me féliciter. Actuellement, je suis libre et je remercie beaucoup le réseau des femmes médiatrices.



Samuel Niyongabo. Photo. ONU Femmes/Willy Ndayishimiye

Samuel Niyongabo, père de 6 enfants, colline Vyuya/commune Mugamba, bénéficiaire de l'action du RFAPF



Denise Nibitanga. Photo. ONU Femmes/Willy Ndayishimiye

Marie Denise Nibitanga (59 ans, mère de 4 enfants, habite la colline Kagoma en commune Itaba)

J'ai adhéré dans un groupement d'épargne et de crédit suite aux sensibilisations des médiatrices. A vrai dire, j'étais vraiment pauvre, très pauvre, très pauvre même !

Je loue beaucoup l'action des médiatrices. Grâce à elles, le conflit entre moi et ma femme A.N. a été liquidé. En effet, ça faisait en peu plus de 5 ans que nous vivions une séparation de corps de facto. Ma femme m'avait rejeté au motif que je ne lui achetais pas des habits. Cela était pour moi insupportable. J'ai alors approché, Jeannine Niyibimpa, notre médiatrice locale. Je lui ai exposé mon cas en long et en large et elle a vite compris que les hommes pouvaient eux aussi être victimes de violences conjugales. Elle a alors contacté ma femme et lui a proposé une séance de médiation. Elle nous a écouté plusieurs fois, nous a montré des options et finalement nous sommes parvenus à un accord. Maintenant nous avons renoué notre joie conjugale. Je remercie beaucoup son initiative.

Ceci me poussait régulièrement d'entrer en dispute avec mon mari. Je ne parvenais même pas à payer les frais de scolarité de mes 4 filles. Mon mari était opposé à leur scolarisation car disait-il, il n'a pas d'intérêt à scolariser les filles. Avec l'appui de ces médiatrices que vous voyez, j'ai adhéré à un groupement d'épargne et de crédit. J'ai épargné pendant une année. Au total, j'avais épargné 50 000FBU que j'ai retiré pour m'acheter une chèvre de 30 000F. J'ai eu de la chance, cette chèvre a actuellement mis bas 4 fois. J'ai envoyé les 20 000F restant à mon enfant qui était juste en 7^{ème} année. Je continue à emprunter régulièrement auprès du groupement pour diversifier mes sources de revenus et je parviens à rembourser sans difficulté. Pour le moment, un de mes enfants termine ses humanités en aout. Vive le Réseau des médiatrices, il a été vraiment bénéfique pour moi.



Philomène Ndayikunda. Photo : ONU Femmes/Patrice Nijebariko

Philomène Ndayikunda, habitant à Matana, jeune fille bénéficiaire des interventions d'ONUFEMMES à travers son partenaire APFB.

Ça faisait plus de 7 ans que j'ai terminé mes études des humanités générales en section scientifique. Je n'ai pas eu la chance ni de poursuivre les études universitaires ni de trouver un emploi. J'ai complété mon cursus par une formation pédagogique qualifiante mais je n'ai pas non plus trouvé un emploi. Suite aux séances de sensibilisation faites par APFB, partenaire d'ONU Femmes dans la mise en œuvre du projet Mobilisation des jeunes pour la paix, nous avons moi et les autres jeunes, formé plusieurs initiatives génératrices de revenus dont un groupement SILC où nous cotisons régulièrement. Après 4 mois, j'ai emprunté auprès du SILC 50 000F que j'ai investis dans la vente de la bière produite par la Brarudi. J'ai commencé par 2 casiers. Maintenant j'ai évolué à 4 casiers que je vends dans une petite boutique dans laquelle j'ai ajouté des produits alimentaires. Je parviens actuellement à avoir un bénéfice équivalent à un salaire moyen d'un personnel de la fonction publique et cela me permet de subvenir à mes besoins élémentaires. Je suis très contente que je ne suis plus à la charge de mes parents. Cela renforce ma motivation d'aller toujours plus loin. Je remercie franchement APFB pour avoir cultivé en moi l'esprit entrepreneurial.



Marie Muhitira, colline Vyuya/commune Mugamba, bénéficiaire du RFAPD.

Je suis très contente de l'action des médiatrices. Elles résolvent pacifiquement beaucoup de conflits. J'ai déjà bénéficié moi-même de leur bienfaisance. J'étais en conflit ouvert avec G.N, une autre femme membre de mon association. Le conflit portait sur une vache que le projet Productivité et Développement des Marchés Agricoles (Prodema) nous avait fait offrir pour partage. En effet, sous l'impulsion de son mari, j'avais perdu tout accès et tout contrôle sur la vache. J'ai porté l'affaire auprès de notre médiatrice. Elle nous a d'abord écouté séparément, et par après nous réunis ensemble pour la confrontation. Elle n'a ménagé aucun effort pour trouver une solution à l'amiable en multipliant des contacts avec l'administration et avec le responsable local du projet. Nous sommes enfin parvenus sur un accord : la copropriété de la vache. Maintenant, je suis fière car je jouis entièrement de mes droits en tant que copropriétaire.

- icacité.



Adolphe Nshinyumuremyi, Administrateur de la commune Itaba

Je suis très satisfait de l'initiative du Réseau des Femmes actrices de paix et de dialogue. Leur contribution dans la prévention et la résolution pacifique des conflits est incontournable. Les femmes médiatrices ont permis la réduction du nombre de conflits qui parviennent à l'administration communale et au tribunal de résidence car ils sont résolus en partenariat avec l'administration au niveau communautaire. Les défis locaux sont débattus au niveau communautaire et cela permet de dégager des engagements de la part des uns et des autres pour leur trouver une solution. Aussi, je salue franchement les initiatives de relèvement communautaire des jeunes filles. Le restaurant que les filles ont mis en place ici au chef-lieu de la commune est d'une qualité relativement acceptable. Il est vraiment achalandé et il arrive que je sois moi aussi leur client. Je les encourage d'aller toujours de l'avant.

Conclusion

Au cours de l'année 2017, le projet WPHF a marqué des progrès remarquables qui ont permis une avancée significative dans le relèvement économique des femmes et dans la légitimité des femmes médiatrices pour bien s'impliquer dans la résolution des conflits et dans l'animation du dialogue, surtout dans les communautés. Le niveau et la qualité de règlement des conflits et d'animation des débats en ont beaucoup profité et le RFAP tend vers la pérennisation.

La mise en œuvre harmonisée des projets WPHF est une réalité et a permis d'atteindre des résultats encourageants qui montrent que si on investit dans les communautés, c'est une stratégie importante dans la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il est nécessaire d'augmenter les interventions dans les communautés pour arriver au développement inclusif. Le RFAPD est une porte d'entrée pour tous les projets désireux d'être porteurs du changement.

Le projet WPHF a montré qu'il y a un engouement extraordinaire des femmes pour les AGRs. Celles-ci sont bien accueillies par les femmes. C'est pour elles une opportunité de revenus inespérés. 1425 IGR en une année, c'est un signe que si que les femmes peuvent être financées à leur grande satisfaction et à celle de leurs ménages et du pays si l'on augmente le financement.

Les AGR est constituent une opportunité pour renforcer le positionnement des femmes. Elles ont renforcé la légitimité des femmes médiatrices au point qu'elles sont devenues des références dans le pays aussi bien pour l'administration que pour les autres intervenants. Elles méritent d'être soutenues davantage.

Cependant, les risque ne manquent pas, notamment le risque de récupération par des acteurs malveillant si l'encadrement ne suit pas au rythme de l'accroissement du RFAPD. En plus, si le rythme de création des AGRs n'est pas suivi par un encouragement conséquent en termes de financements, il y a également dun risque de découragement des femmes.

Les projets WPHF constituent un creuset fondamental de l'initiative de développement communautaire et d'autopromotion de la femme en lui donnant des réponses locales à des préoccupations locales. C'est une approche qui renforce les femmes et qui est de nature à contribuer beaucoup à la réalisation de l'égalité des hommes et des femmes.

Les futures OSC partenaires devraient bâtir sur les acquis de cette année pour mieux les pérenniser. Le RFAPD reste ici le point d'entrée fondamental de toutes les interventions dans les communautés. Les futurs projets devraient en tenir compte et bâtir sur cela pour mieux réussir et ne pas disperser les efforts dans tous les sens au risque de manquer de l'efficacité.

